

Le 5 juillet 1962

### **Un bien triste anniversaire ; celui des massacres d'Oran.**

«...Le 5 juillet 1962...la foule des quartiers musulmans envahit la ville européenne, vers 11 heures du matin. Des coups de feu éclatent...Dans les rues, soudain vides, commence une traque aux Européens...Vers 15 heures, l'intensité de la fusillade augmente encore. A un croc de boucherie, près du cinéma Rex, on peut voir, pendue, une des victimes de ce massacre. Les Français, affolés, se réfugient où ils peuvent...ou s'enfuient vers la base de Mers-el-Kébir...Pendant ce temps, le général Katz déjeune à la base de La Sebja. Averti, il aurait répondu à un officier : « Attendons 17 heures pour aviser »... »  
(Benjamin Stora).

Je sais bien qu'en ce moment beaucoup de Français sont plus préoccupés par le résultat des élections, le 7 juillet, que par ce qui s'est passé il y a... 62 ans en Algérie. Pourtant je me dis que ces événements tragiques peuvent survenir demain, après-demain, plus tard, dans l'hexagone livré aux islamo-gauchistes. Les Français ont la mémoire courte ; il est bon de leur rappeler qu'une étincelle peut mettre le feu au poudre (surtout avec un pompier-pyromane à la tête du pays).

Je n'ai aucune sympathie pour Benjamin Stora, ce séfarade « *pièdes-noirs* », gauchiste et ami d'Emmanuel Macron, mais son récit des massacres d'Oran, bien que minoré, est presque honnête.

Cependant, sur ces événements tragiques, j'aime mieux m'en tenir aux versions de Guillaume Zeller(1) et Geneviève de Ternant(2), moins suspects de partialité que les Stora et consorts...

Situons le contexte: Les Accords d'Évian ont fixé la date de cessez-le-feu - le 19 mars - entre la France et le FLN, ainsi que le principe d'un scrutin d'autodétermination de l'Algérie. Après le cessez-le-feu, le FLN n'est plus combattu par l'Armée française ; il peut donc agir librement. Dès le 19 mars, les massacres de Harkis commencent en Algérie et la France laisse faire. Dès le 17 avril, une vague d'enlèvements s'abat sur l'Oranais. Les rapt s'effectuent lors de barrages établis par le FLN, surtout dans les quartiers musulmans que doivent traverser des Européens pour se rendre à leur travail ; quartiers où les soldats français ne patrouillent plus. Les enlèvements sont quotidiens (3). On découvre plusieurs charniers du FLN. Les habitants du bled, eux-mêmes visés par les rapt, se replient sur la ville. La peur s'installe. C'est dès avril que commence l'exode des Européens d'Oran. Ceci mérite d'être rappelé : il y a eu un précédent, long et meurtrier, aux massacres du 5 juillet.

Le 26 juin 1962, l'OAS a cessé le combat. Ses effectifs ont quitté la ville pour l'Espagne (les derniers le 28 juin). Les Européens encore à Oran créent naïvement un « *comité de réconciliation* ». Il tient une réunion à la préfecture, le 28 juin. A cette occasion, le chef du FLN d'Oran, le capitaine Bakhti, est rassurant : « *L'ALN est présente à Oran. Il n'est pas question d'éborgements. Au contraire, nous vous garantissons une vie meilleure* ». Les titres de « *l'écho d'Oran* » donnent à penser que l'heure est à l'apaisement. Depuis le 25 juin, des camions militaires français sillonnent les rues et diffusent des messages promettant protection de l'Armée française à la population. On l'incite à ne plus avoir peur, à sortir et à reprendre normalement ses activités. Cependant, l'inquiétude est grande car le FLN poursuit ses exactions et les enlèvements continuent. Du 26 au 29 juin, en trois jours, près d'une centaine de personnes sont enlevées en Oranie. Une trentaine des jours suivants. Dans le petit peuple oranais, la peur prédomine. Personne n'oublie les images horribles qui ont marqué la fin du Congo belge, deux ans plus tôt. Les Européens continuent de quitter la ville. Mais bateaux et avions sont insuffisants pour assurer l'exode. À partir du 29 juin, une grève en métropole des personnels de navigation - grève fomentée par la CGT et les communistes - vient tout aggraver. Le rythme des départs d'Oran n'est plus que de 3 000 par jour.

Cantonnée jusque là au Maroc, l'ALN de l'extérieur commence à investir les postes-frontière dès le 3 juillet. L'état-major de l'ALN, allié à Ben Bella, est en pleine lutte pour le pouvoir, face aux modérés du GPRA (4). Il désire ruiner l'autorité du GPRA, il est hostile au maintien d'une présence européenne en Algérie. Ce contexte particulier de guerre interne au FLN corrobore l'hypothèse de troubles prémédités : les massacres du 5 juillet permettent à l'ALN de l'extérieur d'affirmer qu'elle est entrée dans Oran pour « *rétablir l'ordre* », subodorant que le GPRA était incapable de le faire.

Le « *transfert de souveraineté* » à l'exécutif provisoire a eu lieu le 3 juillet. L'Algérie est donc indépendante. De Gaulle a « *reconnu* » officiellement l'indépendance...  
.../...

Mais il ne l'a pas encore « *proclamée* ». Il doit le faire le soir du 5 juillet. Cette proclamation va donc coïncider avec le 132<sup>ème</sup> anniversaire de la prise d'Alger par les Français en 1830. C'est encore une humiliation, une gifle morale pour la France mais surtout pour les Français d'Algérie.

Le chef de la wilaya 5 (Oranie), le colonel Othmane, acquis à l'ALN de l'extérieur, a dépêché sur Oran sept katibas qu'il a pu reconstituer après le cessez-le-feu. Elles ont défilé dans la ville le 3 juillet. Le capitaine Bakhti donne l'ordre de cesser les manifestations. Le 4, elles reprennent dans la soirée. Sur « *Radio-Alger* », le GPRA appelle à de grands rassemblements pour le lendemain, 5 juillet, jour de la proclamation de l'indépendance. En principe, aucun déploiement de foule n'est prévu en Oranie, tenue en main par les partisans de Ben Bella. À Oran, le capitaine Bakhti, lié aux ultras, affirme qu'aucune manifestation n'est prévue. Il appelle à la reprise du travail. Bakhti informait le général Katz des manifestations et démonstrations de liesse. Il ne le prévient pas d'une manifestation devant avoir lieu le 5 juillet. Il ne le fera que le 5 juillet, « *aux environs de midi* », c'est-à-dire **après** le début des massacres. C'est du moins ce que dira le général Katz.

Le 5 juillet, il reste environ 100 000 Européens dans Oran. Ils bénéficient, en théorie, de la garantie de leur personne et de leurs biens par les Accords d'Évian. La manifestation musulmane se met en place tôt. Dès sept heures du matin, la circulation automobile est perturbée. En tête, vont les scouts musulmans, aux foulards vert et blanc. Des banderoles anti-Ben Bella proclament : « *Non au culte de la personnalité* » ou « *Un seul héros, le peuple* ». Parti de Ville-Nouvelle, le cortège emprunte les boulevards des quartiers européens. Les jours précédents les manifestants s'étaient limités aux quartiers musulmans. La foule, ce 5 juillet, progresse vers la place d'Armes (place Foch), car une cérémonie est prévue sur place : l'ALN doit hisser le drapeau algérien sur la façade de la mairie. Des soldats de l'ALN, en treillis léopard, sont présents. Le service d'ordre est assuré par des ATO(5) en uniforme plus clair, submergés. Sur la place, la foule des manifestants est considérable, les femmes en haïk groupées d'un même côté, avec les enfants. L'atmosphère est à la fête. Avant onze heures, un coup de feu claque, place d'Armes. On n'y prête guère attention ; on est familier des coups de feu (depuis le 1<sup>er</sup> juillet, l'habitude est prise de tirer en l'air pour manifester sa joie). Mais d'autres coups de feu répondent au premier. Des Musulmans armés se mêlent à la foule. Certains sont en uniforme militaire (ATO et ALN). Beaucoup de manifestants sont armés et les tirs se généralisent.

Un mouvement de panique s'empare de la foule. Beaucoup se couchent à terre. Femmes et enfants s'enfuient. La fusillade est si nourrie qu'on ne peut dire qui tire sur qui. Puis une véritable chasse à l'homme commence. Elle met à feu et à sang les quartiers européens. Des hommes armés se ruent sur les logements, enfoncent les portes, ouvrent le feu dans les bars et restaurants, arrêtent, enlèvent, tabassent, égorgent, au hasard des rencontres. Des rafales d'armes automatiques balaient les terrasses des cafés et arrosent les voitures.

Sur ces atrocités, tous les témoignages se recourent : exécutions sommaires d'Européens et de Musulmans pro-français, scènes de lynchage, actes de torture (éviscérations, viols, pendaisons à un croc de boucher, mutilations, énucléations). Selon un témoin « *Ce 5 juillet à Oran... des centaines d'Européens seront enlevés; on égorgera, on émasculera, on mutilera pour le plaisir, on arrachera les tripes des suppliciés, on remplira les ventres de terre et de pierraille, des têtes d'enfants éclateront contre les murs comme des noix, des hommes seront crucifiés, brûlés vifs ; des femmes seront violées puis livrées à la prostitution ; le sang se répandra en nappes tandis qu'au « village nègre », les Européens encore vivants seront suspendus aux crochets d'abattoir* » (6).

Les hommes de l'ALN quadrillent la ville. Ils arrêtent des personnes et les regroupent. Ils conduisent des Européens en cortège au commissariat central, ou encore vers le « *petit lac* » où sont pratiqués des assassinats de masse. Plusieurs prisonniers sont abattus en chemin.

Les Accords d'Évian (article 5) prévoyaient que l'Armée française pourrait intervenir au cas où la sécurité de ressortissants français serait menacée, et ce, jusqu'à la remise des pleins pouvoirs à une Assemblée Nationale algérienne élue. Lors du Conseil des ministres du 24 mai, Louis Joxe avait évoqué la peur dans laquelle vivaient les Harkis et les Européens, et De Gaulle avait répondu :

« *La France ne doit plus avoir aucune responsabilité dans le maintien de l'ordre après l'autodétermination...Si les gens s'entre-massacrent, ce sera l'affaire des nouvelles autorités.* »

Du 13 juin au 1<sup>er</sup> juillet, Katz, commandant le Corps d'Armée d'Oran, avait reçu « vingt notes ou messages », parfois contradictoires, restreignant la capacité d'intervention française.

Le 5 juillet, la menace est directe et grave. Mais le général Katz a pu, au travers des diverses notes reçues, prendre la mesure de l'hostilité des politiques à toute intervention dite « d'initiative ».

Pourtant, quelques tirs furent dirigés sur les soldats français en faction devant la mairie, le Château-Neuf (l'état-major de Katz) et sur l'hôtel Martinez, où logeaient des officiers français. Les Français ripostèrent, pour la forme, avant de se barricader. Pendant les massacres, l'Armée française se « planquait » dans ses postes de garde. Un hélicoptère survolait la ville. A son bord, le général Katz essayait d'analyser la situation. Place d'Armes, il y avait une trentaine de cadavres d'Européens atrocement mutilés. Mais celui qu'on surnommait le « boucher d'Oran » en déduisit que la ville était calme. Pour lui, tout était rentré dans l'ordre. Il ne voulait surtout pas d'affrontement avec le FLN !

Vers dix-sept heures, enfin, on vit poindre un convoi de camions. C'était la gendarmerie mobile qui, tels les carabiniers, arrivait après la bataille. Aussitôt, la boucherie cessa et la populace disparut... mais il était trop tard. Des centaines de cadavres jonchaient les rues, le sang tachait tout: les murs, trottoirs et rigoles, les appartements étaient dévastés, les magasins pillés, les disparitions ne se comptaient plus... Pourquoi une intervention si tardive ?

Voulait-on faire payer aux Oranais leur attachement viscéral à l'Algérie française ?

J'ai bien un avis, étayé par des preuves, mais il serait trop long à développer ici (7).

Au soir de cette journée tragique, ce triste 5 juillet 1962, De Gaulle apparaît comme prévu à la télévision, et proclame l'indépendance de l'Algérie. « *Ite missa est !* ».

Le bilan des massacres est lourd et continue à être l'objet de discussions. Le docteur Alquié, ancien adjoint au maire d'Oran, recueille le 6 juillet 500 dossiers de demandes de recherche. Jean Herly, consul de France, sera saisi de 448 plaintes (concernant meurtres et disparitions), une plainte pouvant concerner plusieurs personnes. Les rapatriés parlent de « 3 000 disparus » à Oran, ce jour-là. Jean-Pierre Chevènement, préfet d'Oran par intérim le 6 juillet, cite le chiffre de 807 victimes que lui fournirent ses services. Jean-Jacques Jordi ne dissocie pas les victimes du 5 juillet de celles des jours qui précèdent et qui suivent. Jean-Marie Huille, conseiller technique de Jean de Broglie (secrétaire d'Etat chargé des Affaires Algériennes), déclare qu'« *il y a eu 671 victimes françaises des événements d'Oran (disparus et décédés)* ». Jordi estime qu'il y a eu en quelques jours, dans le grand Oran, 700 morts et disparus européens et une centaine de morts musulmans.

« *Le massacre du 5 juillet d'Oran, écrit Georges-Marc Benamou, semble être un événement clandestin, discutable, fantasmé, et dont seuls les survivants se repassent le souvenir. Aucune étude historique définitive. Pas de véritable investigation. Peu de livres. Pas une plaque et nul hommage officiel de la République...* ». Se heurtant aux intérêts économiques, à des préoccupations d'ordre hagiographique, au silence de nos dirigeants, des médias et des historiens, les familles des victimes se battent pour que le massacre soit enfin reconnu.

En 2015, Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, en visite à Alger, a qualifié ces tueries de « *débordements tragiques* », ce qui les minimisait. Pourtant, depuis 2012, les livres de Guillaume Zeller, Guy Pervillé et de beaucoup d'autres ne laissent aucun doute sur la réalité des faits et... leur monstruosité. Moi j'ai choisi d'en parler, *in memoriam !*

Eric de Verdelhan.

1)- « *Oran, 5 juillet 1962, un massacre oublié* » de Guillaume Zeller ; Taillandier ; 1912.

2)- « *L'agonie d'Oran* » de Geneviève de Ternant ; Gandini ; 1996.

3)- Ils vont se poursuivre jusqu'au mois de novembre 1962.

4)- GPRA = Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

5)- Auxiliaires Temporaires Occasionnels : une sorte de milice à la solde du FLN.

6)- Source : un article sur le site « *Popodoran* ».

7)- J'ai raconté ces horreurs, plus en détail, dans mon livre « *Oran le 5 juillet 1962, et quelques autres massacres oubliés* » publié chez Edilivre.

